Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
https://pace.coe.int

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 15490
04 avril 2022

L'arrestation et la détention d'Alexeï Navalny en janvier 2021

Réponse à Recommandation[1]: Recommandation 2202 (2021)
Comité des Ministres

1. Le Comité des Ministres a examiné avec attention la Recommandation 2202 (2021) de l'Assemblée parlementaire «L'arrestation et la détention d'Alexeï Navalny en janvier 2021» dans laquelle l'Assemblée s'est félicitée du fait que le Comité des Ministres ait donné la priorité à la surveillance de l'exécution de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Navalnyye c. Russie* et a invité le Comité des Ministres à utiliser tous les outils à sa disposition, y compris ceux en relation avec l'article 46 de la Convention européenne des droits de l'homme (STE n° 5), pour assurer une exécution complète et rapide de cet arrêt, et en particulier la libération immédiate de M. Navalny.

2. Le Comité des Ministres a examiné l'affaire *Navalnyye c. Russie* à chacune de ses quatre réunions annuelles Droits de l'Homme depuis la mise en détention de M. Navalny en janvier 2021. Lors de chaque examen, il a appelé les autorités à libérer immédiatement M. Alekseï Navalny.

3. Lors de son dernier examen de l'affaire à sa 1428e réunion Droits de l'Homme en mars 2022, le Comité a adopté une résolution intérimaire décidant, en l'absence de progrès, d'examiner le recours à tous les outils à sa disposition pour assurer la pleine et rapide exécution de l'arrêt et, en particulier la libération immédiate de M. Navalny et de reprendre l'examen de l'affaire lors de sa 1436e réunion (juin 2022) (DH).

1. Adoptée lors de la 1429e réunion des Délégués des Ministres (17 mars 2022).